

# « Nous, chercheurs, voulons défendre l'autonomie de la recherche et des formations »

## TRIBUNE

### Collectif

Face une gestion de type « managérial », il faut renouer avec le principe de la « liberté des savants », estiment, dans une tribune au « Monde », plus de 2 700 universitaires, qui présentent, collectivement, leur candidature à la direction de l'autorité d'évaluation de la recherche publique.

Publié aujourd'hui à 06h15, mis à jour à 08h36 Temps de Lecture 4 min.

C'est peu de dire que les réformes de notre système de recherche menées depuis quinze ans au nom de l'excellence n'ont pas eu l'effet escompté. Ambitionnant de renforcer le statut de puissance scientifique de la France, elles n'ont mené qu'au décrochage de la part française des publications mondiales, l'indicateur de performance choisi par les réformateurs eux-mêmes. Il n'y a pas à s'étonner : l'évaluation statistique des politiques publiques montre que la quantité de publications scientifiques est proportionnelle à l'argent investi dans la recherche, mais qu'elle est pratiquement insensible aux réformes structurelles. Or, pendant ces quinze années, l'effort financier s'est focalisé sur une niche fiscale, le crédit d'impôt recherche (CIR), destiné à contourner l'interdiction européenne des aides publiques directes aux entreprises. L'évaluation faite par France Stratégie [*le centre de réflexion économique et sociale rattaché à Matignon*] de son intérêt pour la recherche est sans appel : son effet de levier sur l'investissement privé est... négatif.

### « Les réformes structurelles ont conduit à une chute de la qualité et du niveau d'exigence de la production scientifique »

Les réorganisations de l'université et de la recherche ont aussi des effets systémiques profonds, mais qui ne sont observables que si l'on s'intéresse au savoir produit et transmis plutôt qu'au dénombrement.

Les réformes structurelles ont conduit à une chute de la qualité et du niveau d'exigence de la production scientifique, dont les multiples scandales concernant des fraudes ne sont que la partie apparente. Cette crise institutionnelle du monde savant est d'autant plus dramatique qu'elle survient dans une phase de crise sociale, climatique et démocratique dont la résolution passe par la production, la transmission, la critique et la conservation des savoirs.

## Liberté académique

Parce qu'elle se fonde sur la poursuite de la vérité comme horizon commun, la science suppose l'autonomie des savants, chercheurs et universitaires vis-à-vis des pouvoirs dont son exercice dépend, qu'ils soient politiques, économiques ou religieux. Cette liberté académique

ne doit pas être pensée comme une absence d'entraves, mais comme une liberté positive, garantie par des moyens effectifs. Le sursaut passe par la réaffirmation des conditions pratiques de cette autonomie.

La première condition est budgétaire : pour encourager l'inventivité et la création, il est indispensable de doter la recherche de financements récurrents, en rupture avec le formatage bureaucratique de la science par des « appels à projets » court-termistes, qui encouragent le conformisme et la recherche incrémentale [*processus de recherche où mûrent progressivement des éléments d'explication*].

La deuxième condition tient à cette autre ressource préalable à la recherche : le temps. Pour maintenir la biodiversité nécessaire à un écosystème de recherche florissant, il est nécessaire de garantir statutairement la possibilité du temps long. La sélection spencérienne [*inspirée des idées du philosophe anglais Herbert Spencer (1820-1903), partisan du darwinisme social*] promue en haut lieu, faite de fragmentation et de contractualisation généralisée des statuts, tue cette diversité et entretient la crise qualitative. La solution passe par un recrutement de qualité lié à des postes pérennes, condition de l'attractivité pour les jeunes chercheurs comme pour les personnels techniques, de façon à irriguer sans cesse le système d'idées et d'aspirations nouvelles.

La troisième condition est de réduire la division du travail savant, ce qui exclut la séparation entre des managers de la recherche exerçant le pouvoir et des chercheurs et universitaires dépossédés et devenus de simples exécutants, séparation qui constitue la définition stricte d'une bureaucratie. Il est indispensable de procéder à un audit des structures empilées depuis quinze ans et au chiffrage de leur coût de fonctionnement, afin de libérer des moyens en supprimant des strates inutiles, voire nuisibles.

### **« L'autonomie du monde savant nécessite enfin de réinstaurer des normes de probation scientifiques exigeantes, prenant en compte les spécificités contemporaines »**

Sur le plan des pratiques, l'exigence et l'originalité des travaux scientifiques sont garanties depuis des siècles par une norme, celle de la controverse collégiale (la *disputatio* des classiques) : la discussion contradictoire et libre au sein de la communauté des pairs. Ce principe de gratification sociale fondée sur la reconnaissance de la valeur intellectuelle des travaux est irréductible à une « évaluation » managériale dont les fondements reposent sur un système de normes quantitatives externes, déterminées par les intérêts d'investisseurs : toute métrique normative cesse vite d'être une simple mesure pour devenir elle-même l'objectif à atteindre. Obligation doit donc être faite à tout comité de suivi, de recrutement ou de promotion de baser ses délibérations sur la lecture des travaux, et non sur l'évaluation quantitative. Pour que ce soit faisable et probant, le nombre de travaux soumis à examen doit être limité drastiquement.

L'autonomie du monde savant nécessite enfin de réinstaurer des normes de probation scientifiques exigeantes, prenant en compte les spécificités contemporaines. Il est urgent de restituer aux communautés de chercheurs le contrôle des revues scientifiques, et de destituer l'oligopole de l'édition sur lequel se fondent techniquement et économiquement les politiques d'évaluation actuelles.

Article réservé à nos abonnés **Lire aussi** [Le blues des chercheurs français](#)

Pour procéder à ces réformes, nous nous portons candidats à la présidence de l'institution chargée de définir les normes et les procédures qui régulent, organisent et déterminent la production savante : le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres). Notre candidature collective vise à renouer avec les principes d'autonomie et de responsabilité des savants qui fondent la science. Il ne saurait y avoir d'administration distincte dotée d'un « président » pour superviser ces pratiques : c'est l'ensemble du corps savant qui doit présider à l'évaluation qualitative de sa production. Sans recherche autonome, nous n'avons pas d'avenir.

**Parmi les signataires :** Isabelle Backouche, histoire, EHESS ; Anne-Sophie Beignon, biologie, CNRS, CEA/Inserm/université Paris-Saclay ; François Bon, archéologie, université de Toulouse-Jean Jaurès ; Catherine Bourgain, génétique humaine, Inserm ; Steeves Demazeux, philosophie, université Bordeaux-Montaigne ; Sara Franceschelli, épistémologie, ENS de Lyon ; Claudia Fritz, acoustique, Sorbonne Université et CNRS ; Hugo Harari-Kermadec, économiste, ENS Paris-Saclay ; Yacine Ikhlef, physique, CNRS/Sorbonne Université ; Sophie Rabau, littérature générale et comparée, université de Paris-III-Sorbonne-Nouvelle ; Barbara Stiegler, philosophie, université Bordeaux-Montaigne. **Liste complète des signataires sur :** <http://rogueesr.fr/hceres/>